

Corruption dans le monde. Les pauvres paient plus que les riches

► DÉVELOPPEMENT, FINANCEMENT

Marie Pauline Voufo, journaliste.
voufojmp@yahoo.fr

UNE ENQUÊTE de l'ONG Transparency International révèle des données éloquentes sur l'état de la corruption dans le monde : les pays les plus pauvres (en bonne place les pays africains), sont aussi les plus corrompus. Tout porte à croire que corruption et pauvreté font bon ménage. La corruption, sérieuse menace au développement ?

SI L'ON CONSIDÈRE que l'un des objectifs du millénaire pour le développement est de réduire de moitié l'extrême pauvreté d'ici 2015, il faut intégrer dans la mise en œuvre des stratégies de travail, des options bien réfléchies et efficaces de lutte contre la corruption. Ce fléau qui gangrène le tissu économique des pays, est un véritable frein à la lutte contre la pauvreté. Selon l'ONG Transparency International (TI) établie à Berlin en Allemagne, la corruption sabote la croissance économique et le développement durable qui pourraient libérer des millions de personnes du piège de la pauvreté. Pour Peter Engen, Président de TI, il n'y a point de doute, « la corruption est une cause majeure de la pauvreté ainsi qu'un obstacle pour la contrer ». C'est comme si ces deux fléaux s'alimentaient réciproquement, enfermant les populations dans un cercle vicieux de misère.

Cercle vicieux. Le baromètre mondial de la corruption, publié par TI le 9 décembre 2005 à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre ce fléau, n'a fait qu'enfoncer le clou dans une plaie déjà béante. En considérant la pratique des pots-de-vin comme manifestation principale de la corruption dans le monde, le baromètre mondial de la corruption révèle que les populations des pays à faibles revenus consacrent une part plus importante de leurs revenus (entre un cinquième et un tiers) dans le paiement des pots-de-vin, que les habitants des pays à revenus élevés.

D'après l'enquête commandée par TI à un institut américain de sondage, Gallup International, une infime proportion des ménages dans les pays développés disent avoir payé des pots-de-vin au cours des douze derniers mois, alors que dans les pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Europe orientale et centrale, une grande proportion des familles

avouent avoir versé des pots-de-vin dans la même période, pour pouvoir bénéficier d'un service. Les pays d'Afrique tiennent le haut du pavé. Ce sont en l'occurrence, le Cameroun, l'Éthiopie, le Nigeria, le Togo pour ne citer que ceux là. En Amérique latine, on indexe le Mexique, le Paraguay, le Guatemala. En Europe du Centre et de l'Est, on compte la Lituanie, la Moldavie et la Roumanie. En Asie, le Cambodge.

Selon ce rapport, entre 31 % et 45 % de ménages camerounais, cambodgiens, mexicains et paraguayens ont fait usage des pots-de-vin, de même que 11 % à 30 % de familles nigérianes, kenyanes, togolaises. Par contre, en Suisse, aux États-Unis, en Allemagne et au Canada, moins de 5 % des ménages ont eu à payer des pots-de-vin pour bénéficier d'un quelconque service dans leur environnement. C'est révélateur.

Néanmoins, si l'enquête de TI relève que les pays riches ne sont pas totalement exempts de corruption, le plus grand doute des populations de ces pays porte essentiellement sur l'intégrité de leurs classes politiques. En Afrique et en Amérique latine par contre, les secteurs extrêmement gangrenés par le fléau sont la police et la justice. Le secteur des affaires n'est pas en reste. Les douze premiers secteurs les plus touchés par la corruption sont : partis politiques, parlement, police, secteur judiciaire, secteur des affaires, administration fiscale, douanes, médias, services médicaux, services publics, système éducatif, armée.

Douze secteurs particulièrement touchés. Sur un tout autre plan, mais qui corrobore les données et analyses précédentes, l'indice de perception de la corruption (IPC) élaboré toujours par Transparency International, a dévoilé ses résultats pour l'année 2005. Depuis le 18 octobre 2005 en effet, on connaît les bons et les mauvais élèves de l'école de l'intégrité pour cette année. Au vu du classement publié par TI, les nations les plus corrompues sont aussi



N.B. : Les plus mauvaises notes reviennent aux pays les plus corrompus. À la lecture des résultats, le constat est frappant : Les pays les plus corrompus sont aussi parmi les plus pauvres du monde. Le mariage entre corruption et pauvreté semble scellé. Seul le développement peut briser un tel lien de manière durable.

LES PAYS LES PLUS INTÈGRES ET LES PLUS CORROMPUS

Les dix pays les plus intègres du monde sur 159 notés par Transparency International

Pays	Note de l'IPC 2005 (note/10)
Islande	9,7
Finlande	9,6
Nouvelle Zélande	9,6
Danemark	9,5
Singapour	9,4
Suède	9,2
Suisse	9,1
Norvège	8,9
Australie	8,8
Autriche	8,7

Les dix pays les plus corrompus du monde sur 159 notés par Transparency International

Pays	Note de l'IPC 2005 (note/10)
R.D. Congo	2,1
Angola	2,0
Côte d'Ivoire	1,9
Guinée équatoriale	1,9
Nigeria	1,9
Haïti	1,8
Myanmar	1,8
Turkménistan	1,8
Bangladesh	1,7
Tchad	1,7

☉ parmi les plus pauvres. Dans tous les cas, aucun pays riche ne se trouve au bas de l'échelle (cf. tableau).

Ce tableau illustre sans ambages le drame qui use le tissu social des pays à faibles revenus. Le double fardeau de la pauvreté et de la corruption est lourd à porter. Il amenuise les efforts de développement, même ceux programmés dans le cadre des objectifs du millénaire élaborés par les Nations unies. C'est à juste titre qu'on dit de la corruption qu'elle est une menace pour le développement, un facteur de sous développement.

Selon l'indice de perception de la corruption 2005, les cinq pays sur un total de 159 étudiés, où la corruption est perçue comme étant la plus aiguë

sont : le Tchad, le Bangladesh, le Turkménistan, le Myanmar et Haïti. Sauf preuve du contraire, ces nations figurent aussi au top des nations les plus pauvres de la planète.

Les ressources naturelles sont spoliées. Fait marquant, les pays africains les plus mal classés sont aussi des pays producteurs de pétrole ou d'autres ressources naturelles. Ces dernières années, le Cameroun et le Nigeria, tous deux nations pétrolières, se disputaient le haut du pavé des pays les plus corrompus. En 2005, le Tchad, nouveau venu dans le cercle des pays producteurs de pétrole, leur a ravi le maillot jaune selon l'IPC. La Guinée équatoriale qui brasse aussi désormais de gros fonds issus de l'exploitation du pétrole, est entrée dans la danse et prend une bonne place dans le classement des pays où le niveau de corruption est perçu comme étant aigu.

La République démocratique du Congo, grand pourvoyeur de ressources naturelles et autres minerais précieux, garde sa place parmi les plus corrompus. Il faut néanmoins compter dans ce cas précis, avec l'état de guerre et d'instabilité dans lequel sombre le pays depuis des années; la guerre favorisant les pillages et autres détournements des ressources.

En matière de pillages des ressources naturelles, les ONG Greenpeace, Amis de la Terre et WWF ont eu à dénoncer les dispositifs qui contribuent à la surexploitation et à la disparition des forêts tropicales avec sur place, la complicité des fonctionnaires corrompus. La tendance étant de ne commercialiser d'ici 2010 que du bois issu de forêts gérées de manière durable, ne devrait plus être encouragée que la vente du bois éco-certifié, c'est-à-dire reconnu comme issu de forêts gérées dans le respect des normes environnementales et labellisé comme tel. Le plan d'actions en faveur des forêts tropicales adopté il y a à peine deux ans se délite aujourd'hui face aux divers labels de certification du bois. Des labels dont on ne maîtrise pas toujours les processus de délivrance. Du coup, un bois exploité dans une forêt de manière non durable, devient miraculeusement du bois éco-certifié du fait de la signature d'un fonctionnaire amadoué à force de pots de vins. C'est ce que les associations de défense de l'environnement appellent « blanchiment du bois ».

Même le dispositif de lutte anti-corruption n'est pas épargné. Les effets de la corruption sont si dévastateurs qu'ils atteignent de plein fouet même les structures mises en place pour lutter contre la corruption. Dans les pays africains, il est fréquent d'entendre dire que tel ou tel fonctionnaire « a négocié » (une façon plus courtoise de dire qu'il a corrompu) pour être nommé responsable ou tout simplement pour faire partie du comité de lutte contre la corruption dans son ministère ou dans une quelconque structure. Ces comités qui sont créés ça et là pour les besoins de la cause, bénéficient le plus souvent de fonds consistants pour l'opérationnalité des actions anti-corruption. Mais que ne voit-on pas? Des responsables de comités et leurs membres détournent allègrement les fonds à des fins personnelles. La machine s'entretenant d'elle-même, une partie des fonds détournés sert à maintenir de bonnes relations avec ceux qui ont la signature et nomment les membres des comités.

Même les fonds issus de l'initiative pays pauvres très endettés (fonds PPTÉ), initiative entrant dans le cadre de l'annulation de la dette et à laquelle ont été éligibles dix neuf pays africains, ne sont pas épargnés de corruption. Transparency International note que « ces pays font encore face au risque important de voir leurs ressources, libérées du paiement de la dette et entrant à présent dans les budgets nationaux, se perdre pour cause de cupidité, gaspillage ou mauvaise gestion ».

Pour rendre plus efficace l'aide au développement et pour atteindre les objectifs humains et économiques cruciaux définis par la communauté internationale, TI pense qu'il faut à tout prix juguler la corruption. Cela est possible car, comme dirait David Nussbaum, directeur exécutif de TI, « la corruption n'est pas une catastrophe naturelle. C'est un pillage de nombreuses opportunités pour les hommes, femmes et enfants qui sont le moins à même de se protéger ». C'est donc l'exploitation pure et simple de personnes en position de faiblesse.

Ainsi vue, la corruption n'est pas une fatalité. C'est un phénomène provoqué et entretenu délibérément, qui a un début et peut avoir une fin. Pourvu que les différents acteurs de la société à tous les niveaux, le veulent. ■

« LES EFFETS DE LA CORRUPTION

SONT SI DÉVASTATEURS QU'ILS

ATTEignent DE PLEIN FOUET MÊME LES

STRUCTURES MISES EN PLACE POUR

LUTTER CONTRE LA CORRUPTION »